

A Lyon, le 12 octobre 2015

Monsieur le Président

Depuis des années, la DGFIP est dans l'œil du cyclone de tous les gouvernants: 32 000 emplois en moins depuis 2002, 1.200 trésoreries fermées, des réformes de structures en permanence, des missions remises en cause et des CDVT qui se détériorent avec des pertes de repères dans le travail, du mal être qui s'accroissent de jour en jour.

A côté de cela, l'absence totale de reconnaissance financière et la baisse des plans de qualifications (tableau d'avancement, liste d'aptitude) ne font qu'accroître un sentiment de laisser pour compte pour les agents

Solidaires a toujours porté les revendications des agents et défendu sur tous les plans. Mais aujourd'hui, avec la mise en place de l'aménagement du réseau des structures qui va voir des fusions de services, des nouvelles fermetures de trésorerie, des transferts de missions, c'est une réforme d'une dureté extrême que la DG veut mettre en place.

Au-delà des discours sur l'adaptation au réseau qui serait inéluctable, d'une nouvelle forme de service public qu'il faut mettre en place, c'est tout simplement une politique massive de suppressions d'emplois qui se décide.

Les faits sont là: chaque fusion, chaque restructuration, chaque regroupement ont toujours eu pour but de faire disparaître des emplois.

Les agents ont bien perçu la finalité de cette réforme. Emplois, en moins, missions remises en cause avec perte de repères professionnels...

Solidaires finances publiques réaffirme avec fermeté son attachement au maintien du réseau.

Ces fusions ne sont qu'en réalité que l'aboutissement d'une politique systématique et délibérée de destruction du réseau : à terme, c'est l'Anéantissement des Structures et du Réseau et non son aménagement qui sera effectif.

Le 22 septembre, nous vous avons laissé une opportunité de montrer votre loyauté dans l'expression du dialogue social : force est de constater que cela n'a pas été le cas

Solidaires finances publiques a porté les revendications des agents sur tous ces sujets en groupe de travail, réunions paritaires (CTL, CTR). Or, il s'avère que ce dialogue est purement formel: notre présence au CT devient un alibi pour dire qu'il y a un dialogue social même si notre vote est « contre ».

En l'absence de véritable dialogue social, Solidaires a décidé d'appeler à boycotter au niveau national et local les instances paritaires. Ainsi, le CTR du 28 septembre en présence des ministres a été boycotté.

Solidaires finances publiques s'associe pleinement à cette position et boycottera les CTL présents et à venir. Notre position est liée bien sûr à l'évolution du dialogue social au sein de la DRFIP et de la DG.